

L'Organisation mondiale de la santé coordonne, avec le Gouvernement de l'Inde, l'envoi du personnel médical et d'autres volontaires qui désirent travailler dans les camps de réfugiés. Elle nous informe qu'il n'existe présentement aucun besoin de volontaires ne possédant pas l'expérience de ce genre de travail mais qu'il existe un besoin permanent de matériel et de moyens de distribution.

Pour bien montrer les efforts déployés par le Canada dans ces opérations de secours, je dépose devant le Comité des tableaux indiquant les diverses formes d'aide accordées au Pakistan oriental et aux personnes réfugiées dans l'Inde aux échelons fédéral et provincial et à celui des agences bénévoles.

Ces événements ont engendré des tensions graves entre l'Inde et le Pakistan et ils ont de vastes répercussions sur la communauté mondiale. Le Premier ministre a eu des échanges de vues sur ce sujet avec le Premier ministre de l'Inde, M^{me} Indira Gandhi et avec le président Yahya Khan. Il a également envoyé un message au président Yahya Khan pour lui demander de penser à la valeur de la magnanimité et des considérations humanitaires à propos du procès du cheikh Mujibur Rahman. Nous avons exhorté le gouvernement de l'Inde à continuer de faire preuve de patience dans cette situation de grande tension et nous sommes certains qu'il conservera cette attitude. Néanmoins, le danger existe que l'une ou l'autre partie se trouve dans une position où le seul moyen d'action lui semblerait être le recours aux armes.

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. U Thant, a fait part de ce danger au Conseil de sécurité, au début de juillet, mais ni les membres du Conseil ni les pays directement intéressés n'ont paru désirer que cette question soit traitée par l'organisme. Plus récemment, le Secrétaire général s'est appliqué à faire accepter le projet d'envoyer des représentants du Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de chaque côté de la frontière de manière à faciliter et à encourager le retour des réfugiés. Le gouvernement du Pakistan a accepté d'accueillir ces représentants. Le gouvernement de l'Inde a refusé en expliquant qu'il n'empêchait aucun réfugié qui le désirait de rentrer chez lui. Le gouvernement canadien partage néanmoins le point de vue du Secrétaire général et espère qu'une autre suggestion du même genre trouvera crédit auprès des deux parties en cause. Durant la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies le Canada s'efforcera, de concert avec d'autres membres, de trouver un moyen de faire baisser ou de contenir la tension qui monte à l'intérieur du sous-continent. La réponse n'est pas dans l'adoption de résolutions d'exhortation; ce qu'il faut, ce sont des résultats.

Le Pakistan et l'Inde se partagent la responsabilité de prendre les moyens qui s'imposent pour instaurer la stabilité permettant de renverser le courant des réfugiés qui affluent en Inde. La communauté internationale a le devoir d'aider l'Inde à venir en aide aux réfugiés qui sont déjà sur son territoire. Le Canada s'y efforce pour sa part.